

CCTP CLAUSES COMMUNES



**PROJET : REHABILITATION ENERGETIQUE
DU BÂTIMENT DE METEO FRANCE**

**6 RUE HUBERT LATHAM
33700 MERIGNAC**

MAÎTRE D'OUVRAGE

METEO France
Direction Générale
73 Avenue de Paris
93165 SAINT-MANDE Cedex



MAÎTRE D'ŒUVRE

NEPSEN
71 rue Carle Vernet
33800 BORDEAUX



Siège social



Evolution du document

Document

N/Réf.	Ind.	Date	Rédacteur	Action
BDX.IN.MO133	A	29/04/2025	SLE	Rédaction
	B	14/06/2025	PKM	Modification suite remarques Mr Massol du 13/06/25
	C	17/06/2025	PKM	Modification suite remarques Mr Massol du 17/06/2025
	D	20/01/2026	PKM	Modification pour la nouvelle consultation phase 2

Sommaire

1. GÉNÉRALITES	6
1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION.....	6
1.1.1. Objet de l'opération.....	6
1.1.2. Emplacement des travaux	6
1.1.3. Décomposition en lots - Étendue des travaux – Phasage de l'opération.....	7
1.1.4. Contraintes spécifiques de l'opération	7
1.2. Présentation des intervenants	7
1.2.1. Maître d'ouvrage	7
1.2.2. Equipe de Maîtrise d'œuvre	7
1.2.3. Bureau de contrôle	8
1.2.4. Coordinateur Sécurité Prévention Santé	8
1.2.5. Concessionnaires réseaux publics	8
1.3. Documents techniques fournis au dossier	8
1.4. Présentation du site.....	8
1.4.1. Plan de masse.....	9
1.5. Classement du patrimoine	9
1.6. Classement acoustique.....	9
1.7. Classement incendie	11
2. PRESCRIPTIONS ADMINISTRATIVES.....	11
2.1. Observations préliminaires.....	11
2.2. Connaissance des lieux	12
2.3. CONNAISSANCE DU PROJET	13
2.4. Responsabilités de l'Entreprise.....	14
2.5. Contenu des prix du marché.....	14
2.6. Etendue des prestations.....	16
2.7. Planning de travaux	16
2.8. Compte prorata.....	16
2.9. Assurances et garanties.....	16
2.10. Crise sanitaire – santé sécurité.....	17
3. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES.....	18
3.1. Règles d'exécution générales.....	18
3.2. Techniques non traditionnelles.....	18
3.3. Pièces à fournir pendant l'exécution du marché	19
3.3.1. Études de détail.....	19
3.3.2. Documents d'exécution	19
3.3.3. Échantillons.....	19
3.3.4. Planning d'exécution	19

3.3.5. Procédure d'approbation	19
3.3.6. Dossier des ouvrages exécutés	20
3.3.7. Qualité sanitaire et environnementale	21
3.4. PROTECTIONS DES OUVRAGES – VOLS ET DEGRADATION	21
3.5. Dispositions diverses	21
3.5.1. Accessibilité PMR	21
3.5.2. Urbanisme	21
3.5.3. Sécurité Incendie	21
3.5.4. Acoustique	21
3.6. Intervention sur matériau contenant un risque d'exposition	21
3.6.1. Intervention sur matériau contenant de l'amiante	21
3.7. Organisation et gestion du chantier	22
3.7.1. Autorisations administratives	22
3.7.2. Etat des lieux	22
3.7.3. Permis feu	22
3.7.4. Accès au chantier	22
3.7.5. Interactions entre corps d'état	23
3.7.6. Installations de chantier	23
3.7.7. Echafaudages	25
3.7.8. Protections des ouvrages	25
3.7.9. Nettoyage	26
3.7.10. Sécurité	27
3.7.11. Stockage du matériel	27
3.7.12. Responsabilités pour vol et/ou dégradation	27
3.7.13. Lutte contre le bruit	28
3.7.14. Pollutions extérieures	28
3.7.15. Rendez-vous de chantier	28
3.7.16. Horaires de chantier	29
3.7.17. Communication	29
3.7.18. Reportage photographique	29
3.8. Matériaux, produits, fournitures	29
3.8.1. Exigences dimensionnelles	29
3.8.2. Exigences de qualité	30
3.8.3. Echantillons et prototypes d'ouvrages	31
3.8.4. Traitement des déchets	31
3.9. Mise en œuvre	32
3.9.1. Relevés de mesure	32
3.9.2. Réservations	32
3.9.3. Pose des ouvrages	32
3.9.4. Calfeutrement	32
3.9.5. Tolérances d'exécution	33
3.9.6. Essais et contrôle des ouvrages	33
3.9.7. Niveau d'achèvement des prestations	34
3.10. REMISE EN ETAT DU TERRAIN	34
3.10.1. Documentation et état des lieux	34
3.10.2. Responsabilité du présent lot	34
3.10.3. Remise en état obligatoire	34
3.10.4. Travaux préparatoires	34
3.10.5. Réalisation des constats	35
3.10.6. Modalités de contrôle et validation	35

3.10.7. Sanctions en cas de non-conformité	35
--	----

1. GÉNÉRALITES

1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION

1.1.1. Objet de l'opération

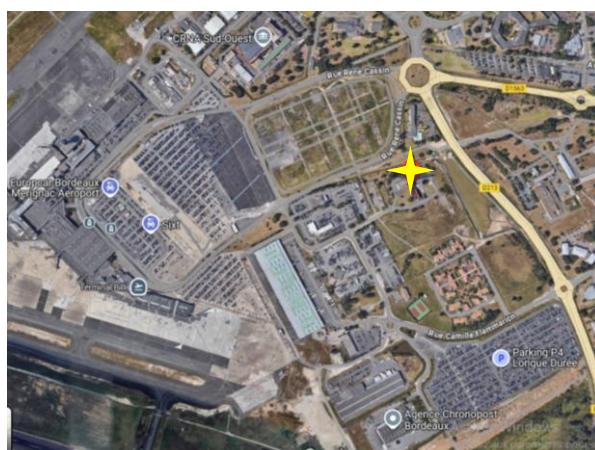
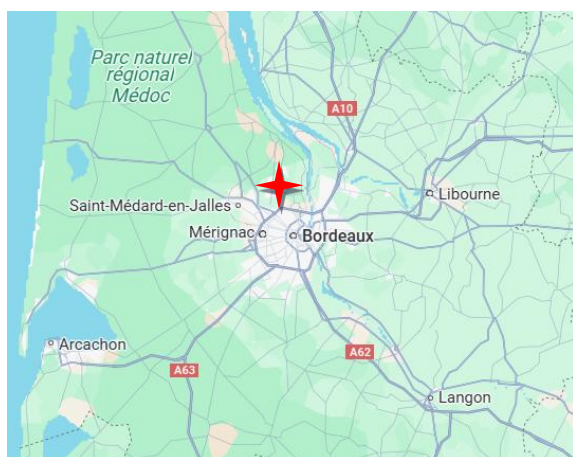
Le présent document concerne les prescriptions spécifiques aux travaux du lot : CLAUSES COMMUNES Relatif à la réhabilitation des bâtiments du site de Météo France à Mérignac (33700).

Ce lot CLAUSE COMMUNE sera supporté par le lot 6 CVC.

L'ensemble du projet est réalisé, sur un terrain situé au 6 rue Hubert Latham 33700 MERIGNAC, pour le compte de la Direction Générale de Météo France.

Le présent document ainsi que les documents contractuels, ne pouvant contenir l'énumération rigoureuse et la description détaillée de tous les matériaux, ouvrages, détails et accessoires, il reste entendu que seront compris, non seulement tous les travaux indiqués aux pièces du présent dossier, mais aussi ceux implicitement nécessaires au parfait achèvement de la construction, suivant toutes les règles de l'Art, les règlements et normes en vigueur, ainsi que les règles élémentaires de l'esthétique. Le présent descriptif a pour but de faire connaître le programme de la construction et le mode d'exécution, il n'est pas limitatif.

1.1.2. Emplacement des travaux



Source : Google Maps

Région	Nouvelle Aquitaine
Département	Gironde (33)
Adresse	6 Rue Hubert Latham – 33700 MERIGNAC

1.1.3. Décomposition en lots - Étendue des travaux – Phasage de l'opération

L'entreprise soumissionnaire d'un lot est tenue de prendre en considération la totalité des ouvrages prévus au présent marché, afin de s'assurer de la bonne compréhension des interactions entre les différents lots, pour un parfait achèvement des travaux.

Les travaux à réaliser par les entreprises, dans le cadre de leurs marchés, sont essentiellement et succinctement les suivants, sans que cette liste ne soit limitative :

- Lot 4 : Aménagement Intérieures
- Lot 5 : Menuiseries Intérieures
- Lot 6 : Chauffage-Ventilation-Plomberie-Sanitaires
- Lot 7 : Electricité

Le projet fait l'objet de travaux en phase. Il sera prévu deux phases :

- **La première avec les entreprises du lot 01,02 et 03** (Lot 1 : Etanchéité, Lot 2 : Menuiseries Extérieures, Lot 3 : Charpente Métallique)
- **La deuxième avec les entreprises du lot 04,05,06,07**

L'entreprise aura à organiser ses interventions en fonction des besoins des autres corps d'états et en accords avec le planning général, suivant les prescriptions du MOE et de l'OPC.

Une attention particulière sera portée par l'entrepreneur sur le phasage de ses interventions aux regards des difficultés d'accès, de cheminement du projet et de mise en œuvre.

1.1.4. Contraintes spécifiques de l'opération

L'opération se déroulera en milieu occupé pendant toute ou partie de la durée du chantier.

1.2. Présentation des intervenants

1.2.1. Maître d'ouvrage

Le Maître d'Ouvrage est représenté par :
METEO France - Direction Générale
73 Avenue de Paris
93165 SAINT-MANDE Cedex

*Représenté par : André BORDELAIS - Météo France - SG/DLP/Chef du Département
Infrastructure et Patrimoine, Conduite d'opération pour la DIRSO
Contact : andre.bordelais@meteo.fr ;*

1.2.2. Equipe de Maîtrise d'œuvre

Le Maître d'œuvre est représenté par :
NEPSEN Bordeaux
71 rue Carle Vernet - 33800 BORDEAUX
Contact : 06 08 13 47 94 - 05 40 05 51 48 / perathipan.krishnabalam@nepsen.fr

1.2.3. Bureau de contrôle

Le Bureau de Contrôle est représenté par :

BUREAU VERITAS – Mme Stéphanie WATAT-DJEUBA

30 Av. Gustave Eiffel Bat A, 33600 PESSAC

Contact : 05 57 96 24 01 / stephanie.watat-djeuba@bureauveritas.com

1.2.4. Coordinateur Sécurité Prévention Santé

Le coordinateur Sécurité Prévention Santé est représenté par :

APAVE – M. Laurent MITTEAU

Av. Gay Lussac BP 3, 33370 ARTIGUES-PRES-BORDEAUX

Contact : 05 56 77 27 27 / laurent.mitteau@apave.com

1.2.5. Concessionnaires réseaux publics

Les DICT seront à la charge du titulaire des différents lots, ainsi que les interactions à mener avec les différents concessionnaires.

1.3. Documents techniques fournis au dossier

Les documents suivants sont joints au présent CCTP :

- Diagnostic Amiante Avant Travaux
- Diagnostic Plomb Avant Travaux
- Planning prévisionnel travaux
- Rapport Initial du Contrôle Technique
- Etude structure
- Etude géotechnique
- Géodétection

Le dossier de plans est composé comme suit :

- Déclaration préalable
- Plans projets ;
- Plans de masse du site ;

Si des incohérences sont relevées entre le CCTP et les plans fournis au DCE, l'Entreprise devra bien prendre en compte que le CCTP prévaut sur les plans.

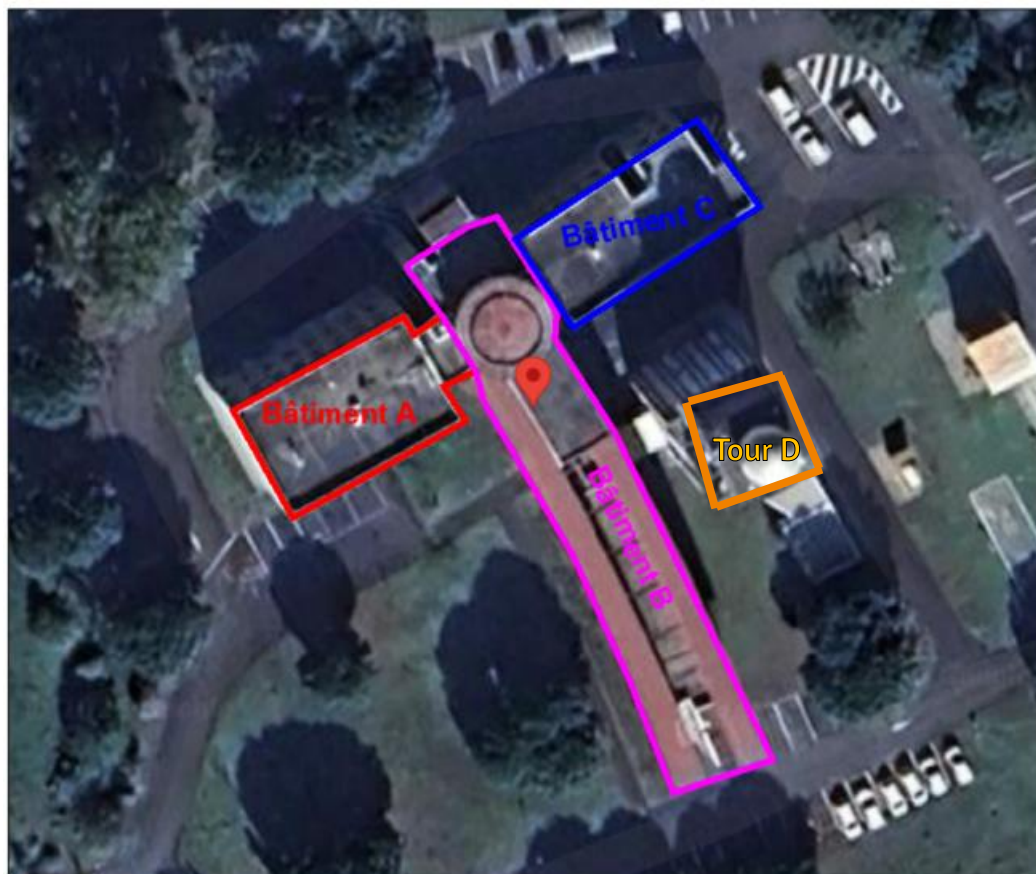
1.4. Présentation du site

Sur site, plusieurs bâtiments appartiennent à Météo France :

- Bâtiment A : 3 niveaux + Toiture Terrasse
- Bâtiment B : 4 niveaux + Toiture Terrasse
- Bâtiment C : 2 niveaux + Toiture Terrasse
- Tour D

Les travaux concerneront principalement les bâtiments B, C et D. Le bâtiment A, destiné à être rétrocédé à un nouveau preneur, ne fera l'objet que de travaux mineurs.

1.4.1. Plan de masse



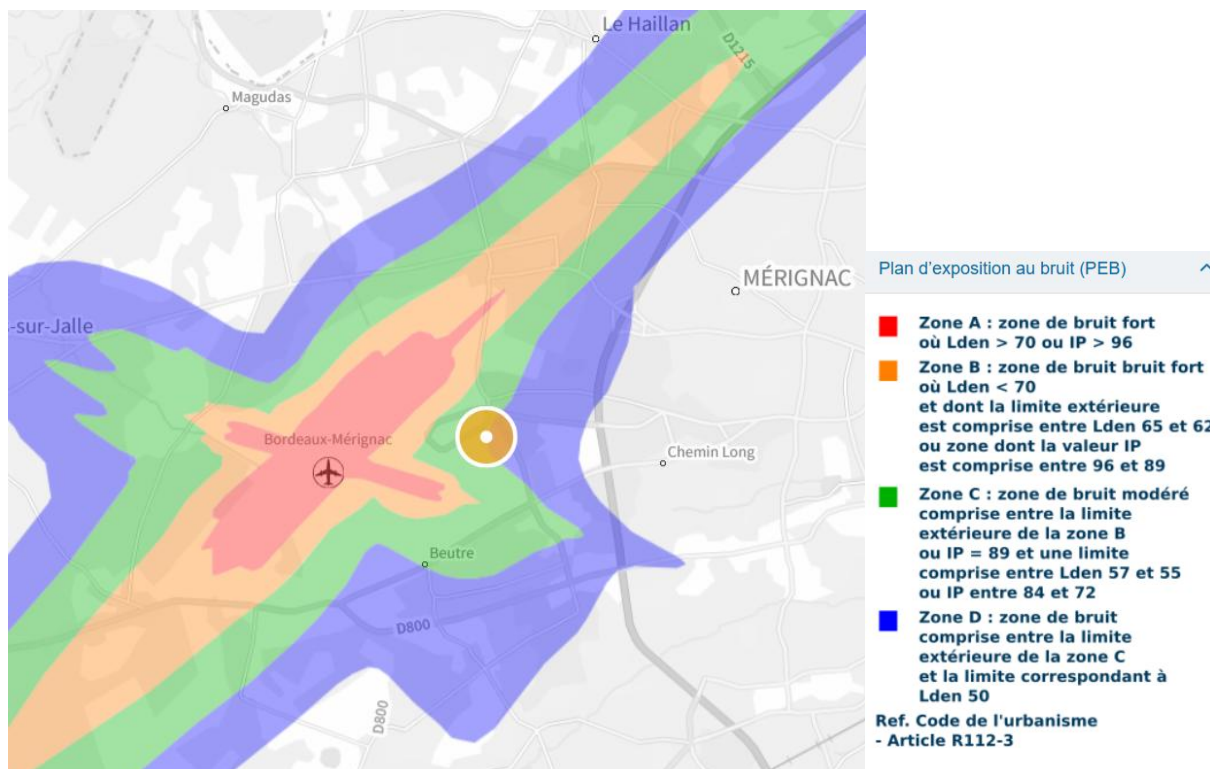
1.5. Classement du patrimoine

Le projet n'est pas dans l'emprise de la protection au titre des abords des monuments historiques.

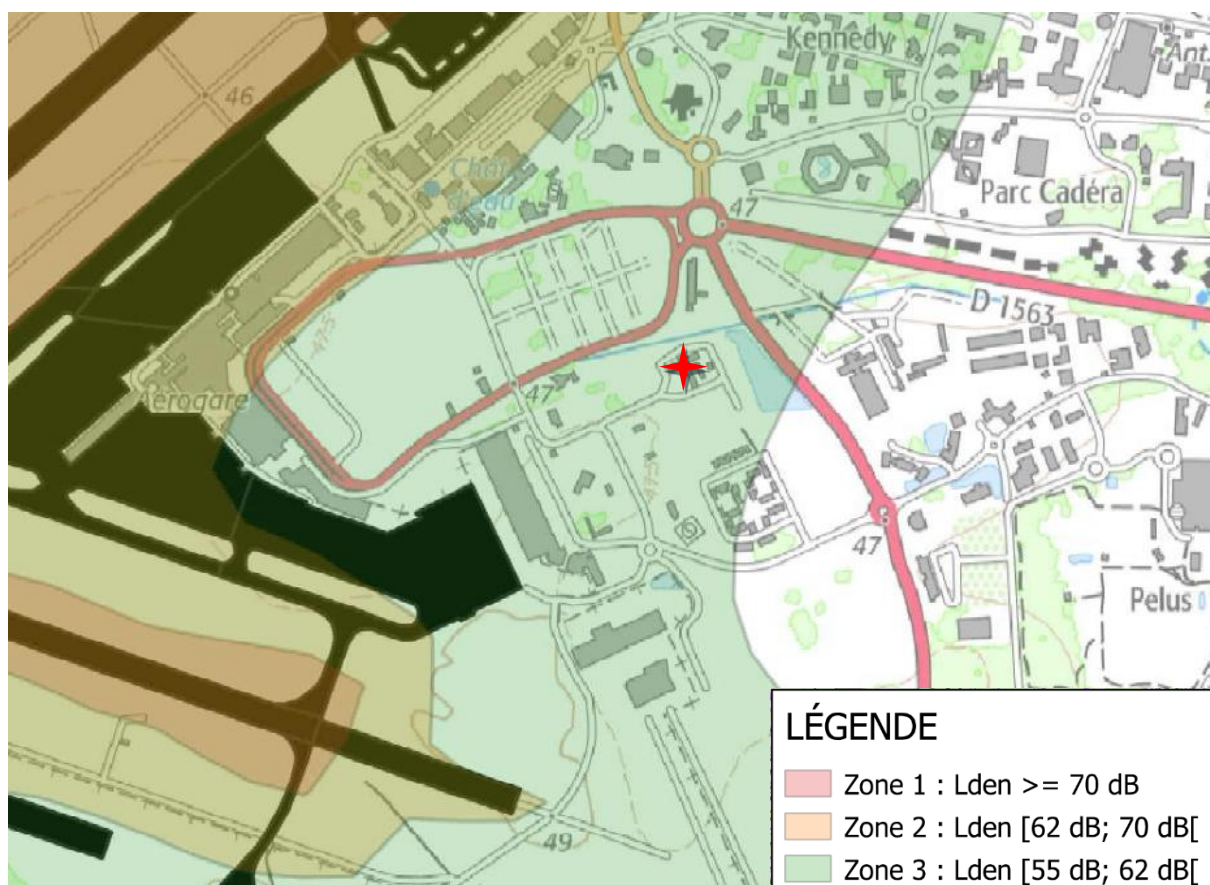
1.6. Classement acoustique

Le site est à proximité directe de l'aéroport de Bordeaux-Mérignac.

Le Plan Exposition au Bruit (PEB) impacte le projet de la manière suivante :



Le classement de façades ne doit pas dégrader l'état existant.



Plan de Gène Sonore de l'Aérodrome de Bordeaux-Mérignac – Décembre 2023

Pour l'ensemble des menuiseries neuves, il sera pris en compte les performances suivantes :

- Menuiseries Extérieures des façades NORD : RA, tr \geq 38 dB

1.7. Classement incendie

Le site de Météo France est un établissement recevant des travailleurs (ERT) soumis au code du travail.

L'effectif total est de 73 agents pour la DIRSO (bâtiments B+C), et effectif inconnu à ce stade pour réoccuper le bâtiment A, selon déclaratif MOA pour l'ensemble du site.

2. PRESCRIPTIONS ADMINISTRATIVES

2.1. Observations préliminaires

Le présent document a pour but de définir le mode de bâtir. Il n'est pas limitatif.

L'Entreprise doit l'intégralité des travaux nécessaires au complet achèvement de ses ouvrages. En conséquence, l'Entreprise ne pourra jamais arguer que les erreurs ou omissions aux plans et devis puissent les dispenser d'exécuter tous les travaux prévus ou fassent l'objet d'une demande de supplément de prix.

Le CCTP et les plans ne limitent pas les ouvrages à prévoir mais fixent le résultat à atteindre. L'Entreprise est responsable des moyens pour atteindre ce résultat.

L'Entreprise est tenue d'avertir le Maître d'œuvre dans le cas où la concordance ne serait pas parfaite entre le CCTP et les plans. Le CCTP et les plans techniques sont réputés être complémentaires les uns par rapport aux autres et réciproquement.

En conséquence, tout ouvrage figurant aux plans et non décrit au CCTP est implicitement dû par l'Entreprise et vice-versa.

L'Entreprise est réputée connaître parfaitement :

- La nature, la qualité, les caractéristiques, les dimensions et l'importance de tous les ouvrages indiqués aux plans et au CCTP ;
- Les clauses, conditions et prescriptions des documents techniques de référence ;
- Les textes de réglementation de toute nature, applicables en la matière et plus particulièrement ceux relatifs à la protection contre l'incendie et la sécurité des personnes ;
- L'Entreprise devra prévoir tous les appareils, échafaudages etc. nécessaires, et devra tenir compte lors de l'établissement de sa proposition de prix de toutes les conditions particulières éventuellement rencontrées. Elle devra mettre en œuvre tous les moyens matériels et le personnel nécessaire pour respecter les détails d'exécution et tenir les délais sur lesquels elle s'est engagée.

L'entrepreneur a la possibilité en interrogeant le Maître d'œuvre ou par visites préalables de se rendre compte des sujétions d'exécution des ouvrages, il ne pourra se prévaloir d'aucune méconnaissance des lieux, tant au titre de plus-values dont aucune ne sera acceptée, qu'au titre des mesures de sécurité à prendre pendant toute la durée des travaux.

2.2. Connaissance des lieux

L'entreprise est réputée avoir parfaite connaissance des contraintes du site visées par le présent document et de ce fait prises en compte dans le montant de son offre.

Les travaux se réaliseront en site occupé.

Les entreprises désirant soumissionner devront OBLIGATOIREMENT effectuer une visite du site avant sa remise d'offre pour avoir une connaissance du site de construction et notamment des habitations mitoyennes, et de l'ensemble du projet et donc des délais d'exécution. Tant vis-à-vis des travaux à réaliser, que vis-à-vis des tiers, l'entreprise est réputée s'être rendue sur place, connaître les lieux et avoir une parfaite connaissance des éléments :

- Du site :
 - Moyens d'accès (autorisation voirie), présence des réseaux publics enterrés et aériens en limite de propriété. Des itinéraires obligatoires à emprunter, et de ceux que le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'indiquer en cours de chantier
 - Des difficultés éventuelles de manutention et d'approvisionnement
 - Des accès au terrain, des largeurs et de l'état des voies de desserte
 - Des possibilités de stationnement et de giration des camions et engins (grues, bétonnières, baraques de chantier, engins de levage, etc....) ; signalisations spéciales et nécessaires pour la navigation aérienne
 - De la nature du sol, présence d'eau, sol meuble,
 - Liste non limitative etc.
- Et donc de l'ensemble du projet : importance, nature et conditions d'exécution des travaux, des plans de la Maîtrise d'œuvre (plans projetés) par rapport aux voiries d'accès.
- Et donc des délais d'exécution pour lesquels elle s'engage à exécuter les travaux vis-à-vis des données récoltées.

Cette reconnaissance permettra de prévoir en fonction du chantier :

- L'organisation du chantier en fonction des délais et des phasages généraux,
- De s'informer des règles et conditions particulières qui pourraient lui être imposées pour l'exécution de ses travaux.

L'entreprise ne doit occasionner aucune gêne et doit prendre toutes dispositions de protection et de sécurité vis à vis des habitations mitoyennes et des personnels de Météo France pour éviter toute gêne.

L'entreprise ne doit occasionner aucuns troubles et doit prendre toutes dispositions de protection et de sécurité vis à vis des espaces de végétation périphériques pour éviter toute altération du site.

En conséquence, ses prix tiennent compte de toutes les contraintes particulières en découlant et l'entreprise ne peut en aucun cas prétendre à indemnité en les évoquant.

Tous les frais relatifs à la préparation et à l'établissement de son offre ainsi que toutes les prestations nécessaires quelles que soient la nature ou l'importance contribuant à réduire toute nuisance auprès des personnes et faisant suite à une demande de la part du Maître d'Ouvrage sont à la charge de l'entrepreneur. Il doit prévoir dans son prix de marché FORFAITAIRE tout coût en résultant.

Avant commencement des études et de fabrication, tous les relevés nécessaires doivent être réalisés sur place. Aucune côte ne doit être prise sur les plans sans un contrôle rigoureux in situ.

Il ne pourra pas en effet invoquer après sa notification, la méconnaissance des lieux ou des accès pour réclamer des suppléments au moment de la soumission.

Sont compris dans les prestations :

- Les contacts avant travaux avec les différentes Administrations ou Sociétés Concessionnaires ainsi qu'avec les Services Techniques de la ville.
- Les autorisations de voirie pour emplacement de chantier et de raccordement nécessaires avant travaux dans l'emprise du domaine public ou sur les réseaux publics,
- Les sondages nécessaires (mécaniques ou manuels) pour la détermination exacte des réseaux existants.

2.3. CONNAISSANCE DU PROJET

L'entrepreneur doit, avant d'effectuer son étude, prendre connaissance de l'ensemble des travaux tous corps d'état et reconnaître avoir une parfaite connaissance du projet. Le dossier complet tous corps d'état, s'il n'est pas joint à chacun des lots, peut être consulté sous demande au « Maître d'Ouvrage ».

L'entreprise prendra obligatoirement connaissance de tous les rapports fournis au dossier (notamment rapport d'étude géotechnique, rapport amiante, rapport d'objectifs, rapport initial du contrôleur technique, etc.)

De ce fait, il ne peut arguer d'un manque d'information ou d'imprécision pour ne pas exécuter les travaux qui sont nécessaires à la finition complète des travaux, qui lui incombent conformément aux règles de l'art.

De plus, dans le cas où les prescriptions des C.C.T.P. ne correspondraient pas aux plans (notamment en ce qui concerne les dimensions) l'entrepreneur est tenu de prévoir la solution la plus avantageuse pour le Maître d'Ouvrage. Le choix en sera fait alors par le Maître d'Œuvre.

Ainsi, il ne peut demander un supplément en s'appuyant sur le fait que les prescriptions mentionnées sur les plans d'une part, et sur les C.C.T.P. d'autre part, peuvent présenter d'inexact, d'incomplet et de contradictoire.

L'entrepreneur doit signaler par écrit dans le courant du délai d'appel d'offres, toute omission, tout manque de concordance ou toute autre erreur qui aurait pu se glisser dans l'établissement de ces documents ; faute de quoi, il est réputé s'être engagé à fournir toutes prestations de sa spécialité, dans les règles de l'Art, nécessaires au parfait achèvement des ouvrages même si ceux-ci ne sont pas explicitement décrits ou dessinés. Une note indiquant les solutions envisageables doit accompagner la demande de renseignements.

Le descriptif et les présentes spécifications ne sont pas limitatifs. L'entrepreneur du présent lot supporté par le lot 6 CVC durant la phase 2, est tenu d'attirer l'attention du Maître d'œuvre, par écrit, et dans des délais suffisants, en tout état de cause, avant réalisation des ouvrages, sur toute remarque ou suggestion qu'il aurait à faire concernant la prestation et sa parfaite exécution.

L'entrepreneur a la possibilité en interrogeant le Maître d'œuvre ou par visites préalables de se rendre compte des sujétions d'exécution des ouvrages, il ne pourra se prévaloir d'aucune méconnaissance des lieux, tant au titre de plus-values dont aucune ne sera acceptée, qu'au titre des mesures de sécurité à prendre pendant toute la durée des travaux.

Il ne pourra pas non plus se prévaloir de toute sujétion ou contrainte provenant des raccordements, liaisons, assemblages des ouvrages faisant partie de son lot avec ceux d'autres lots prévus. L'entrepreneur devra donc avoir pris connaissance des documents relatifs aux autres lots et à leur mode de réalisation, en particulier pour la bonne définition des limites des prestations et fournitures relatives aux différents lots, et afin qu'il n'y ait aucune omission ou manque.

2.4. Responsabilités de l'Entreprise

L'Entreprise est toujours responsable des matériaux qu'elle met en œuvre.

Elle lui incombe de choisir les matériaux et produits les mieux adaptés aux différents critères imposés par les impératifs de l'opération et notamment :

- La nature et le type des matériaux et produits répondant aux impératifs d'utilisation ;
- Le type de pose ;
- Les conditions particulières de l'opération ;
- La compatibilité des matériaux entre eux.

Pour les matériaux et produits proposés par le Maître d'œuvre, l'Entreprise sera contractuellement tenue de s'assurer qu'ils répondent aux différents critères demandés.

Dans le cas contraire elle fera, par écrit, les observations qu'elle juge utile au Maître d'œuvre qui prendra, alors, toutes décisions à ce sujet.

L'entreprise ayant suppléé, étant donné ses connaissances techniques aux erreurs ou inexactitudes du présent CCTP, aucune réclamation après notification des marchés ne saurait remettre en cause les prix arrêtés.

Dans le même esprit, les divergences d'interprétation que pourraient soulever éventuellement certaines dispositions du présent CCTP (ou de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire) seront réglées par référence aux règles de l'art, aux dispositions des documents techniques de référence et conformément aux décisions du Maître d'œuvre.

De toute manière, le fait pour un Entreprise d'exécuter sans en rien changer les prescriptions des documents techniques remis par le Maître d'œuvre ne peut atténuer en quoi que ce soit sa pleine et entière responsabilité de constructeur, si elle n'a pas présenté ses réserves par écrit au moment de la remise de son offre, dans son mémoire technique.

2.5. Contenu des prix du marché

Les prix du marché sont des valeurs à caractère global et forfaitaire comprenant toutes les fournitures et façons accessoires, même non mentionnées, mais nécessaires au parfait achèvement de l'ouvrage dans sa globalité.

Ils sont, notamment, réputés comprendre, sans que ce soit limitatif :

- La totalité des fournitures nécessaires à la complète exécution des ouvrages compris tous accessoires et sujétions de toute nature ;
- Toutes pertes, déchets, reliquats inemployables, casses, stockage ;
- Les frais de recherche, de réassortiment et d'approvisionnements des fournitures et matériels choisis dans les gammes et standards compatibles avec ceux existants ;
- La location et la mise en œuvre de tous les matériaux pour ouvrages et installations provisoires, y compris double transport et pertes ;
- Les frais d'outillage (y compris double transport, avaries, pertes et équipements, fourniture d'énergie, frais d'entretien, de réparation, de fonctionnement, location de véhicules, double transport de postes de soudure, de groupe électrogène etc.) ;
- Les frais de main d'œuvre de fabrication en atelier et/ou sur site, de pose et de prestations diverses, y compris les charges afférentes et les indemnités diverses pour petits et grands déplacements, paniers, intempéries, etc. conformément aux textes des conventions collectives pour les jours et

heures normalement travaillés. Ces frais de main d'œuvre intègrent les frais de pose, réglages et fixations dans la mesure où le CCTP particulier du lot ne stipule pas expressément que ces ouvrages accessoires seront payés à part ;

- Les frais d'assurances (responsabilité civile et cotisation d'assurance décennale) ;
- Les frais pour études techniques et de facturation (exécution des relevés, plans, piquetage ou traçages, sujétions de coordination ou de co-exécution avec les autres lots, temps passés lors des relations avec le Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre ou leurs représentants, rendez-vous de chantier, formalités administratives, devis, essais, factures ou mémoires, etc.) ;
- Les frais de gestion, de siège, de marché, frais financiers, impôts, taxes et bénéfices ;
- Les droits de brevet s'il y a lieu ;
- Le transport pour livraison au chantier des matériaux et fournitures, le déchargement, la manutention pour amener à pied d'œuvre et toutes manutentions pour approvisionnement, la reprise pour répartition avec montage ou descente ;
- L'enlèvement aux décharges publiques compris manutention, chargement des déchets et résidus des matériaux mis en œuvre ;
- Le nettoyage des locaux où l'ouvrage est effectué, ainsi que ses abords et accès ;
- La gêne occasionnée par l'éventuelle présence d'occupants ;
- Le déplacement et la protection éventuelle d'objets ou meubles ;
- Les frais occasionnés pour la protection et la sécurité des ouvriers, y compris l'éclairage artificiel.
- D'autre part, l'Entreprise est contractuellement réputée pour établir son prix et avant la remise de leur offre :
 - Avoir pris pleine et entière connaissance de tous les documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites, lieux et terrains d'implantation des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
 - Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance, de leur complexité et de leurs particularités ;
 - Avoir procédé à une visite détaillée des lieux et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives à ces lieux ainsi qu'aux accès et abords, à la topographie et à la nature des terrains, à la possibilité d'exécution ainsi qu'à l'organisation fonctionnelle du chantier dans sa totalité ;
 - Avoir pris connaissance de l'utilisation du domaine public, de la présence de canalisations, conduites ou câbles de toute nature, au fonctionnement des services publics et à la réalisation éventuelle et simultanée d'autres ouvrages ;
 - Avoir contrôlé toutes les indications des documents contractuels du dossier de consultation des entreprises, s'être assurés qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entourés de tous les renseignements complémentaires éventuels auprès du Maître d'ouvrage, du Maître d'œuvre et avoir pris tous renseignements auprès des services publics, parapublics ou concessionnaires.

Les quantités et métrés seront établis selon les dimensions réelles de l'ouvrage à réaliser et sont exprimés soit à l'unité (U), soit au mètre linéaire (ml), soit au mètre carré (m²), soit au mètre cube (m³), soit au kilogramme (kg), sans aucune majoration pour coupes, déchets, foisonnements, raccords, difficultés de mise en œuvre ou autres.

Les prix établis par l'Entreprise et portés en regard de ces quantités tiennent compte de ces sujétions, de celles énumérées dans l'article correspondant du CCTP, des charges imposées par les différents documents contractuels, des frais de chantier qui lui sont imputés, de l'observation des avis formulés par le Maître d'Œuvre, Bureau de Contrôle et des exigences du planning.

2.6. Etendue des prestations

Sauf cas expressément cité dans un paragraphe de descriptif des ouvrages, les prestations s'entendent **en fourniture et pose, abrégé par le sigle « F&P »** dans l'ensemble des descriptifs des ouvrages.

2.7. Planning de travaux

Le planning de travaux joint au présent DCE est donné à titre indicatif. Si celui devait être allongé pour diverses raisons (intempéries notamment), les entreprises devront assurer la continuité de service, les installations de chantier, etc. sans pouvoir arguer de rémunération supplémentaire.

2.8. Compte prorata

Le compte prorata sera géré par *le lot 06 CVC-Pb* pendant la deuxième phase. Il est chargé de rédiger une proposition de convention de compte-prorata, la tenue à jour des comptes du compte-prorata sur présentation de factures et relevés de consommations. Il est utile de rappeler que la répartition est faite au prorata du montant des situations cumulées de chaque Entreprise, sauf accord particulier pour certaines dépenses expressément énumérées qui feraient l'objet d'une règle de répartition particulière.

En accord avec le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre peut appliquer une retenue sur chaque proposition de paiement des situations mensuelles des travaux, pour provisionner les dépenses communes.

Les fonds seront directement versés sur le compte commun, ou au gestionnaire, sur la base du budget prévisionnel, à la demande du gestionnaire du compte, avec l'accord du comité de contrôle.

Le compte prorata prend en charge les frais ainsi que les assurances obligatoires des ouvrages et des prestations suivantes :

- Bennes de chantier : chaque lot sera en charges de ses propres déchets et bennes ;
- Frais de nettoyage et d'entretien de la base vie (bureau de chantier, vestiaires, réfectoire, sanitaires, remise en état de barriérage, etc.) ;
- Frais de remplacement en cas de vol ou de dégradation, matériellement imputable à un tiers extérieur et inconnu du marché, des équipements communs au chantier ;
- Frais de remplacement en cas de vol ou de dégradation des équipements communs au chantier imputable à une Entreprise du marché et dont la responsabilité ne peut être déterminée ;
- Ouvrages provisoires communs de toutes sortes éventuellement nécessaires à la bonne marche du chantier ;
- Frais de nettoyage du chantier à la suite d'un manque d'une Entreprise du marché et dont la responsabilité ne peut être déterminée ;
- Nettoyage quotidien des abords et des circulations durant les travaux.

Nota : Les frais des installations de chantier décrites aux paragraphes correspondants ne sont pas à la charge du compte prorata. Ces frais sont entièrement supportés par les lots en charge des installations de chantier qui devront en tenir compte dans leur offre.

2.9. Assurances et garanties

D'une manière générale, les conditions de réception, ainsi que les garanties de bon fonctionnement et de parfait achèvement des travaux devront être conformes aux lois en vigueur relatives à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Les garanties biennale et décennale entrent immédiatement en vigueur dès que la réception est prononcée. Elle définit la responsabilité du bon fonctionnement des équipements.

Toutefois, pendant une période d'un an, l'Entreprise doit la garantie de parfait achèvement. Le Maître d'œuvre se réserve le droit de procéder pendant la période de garantie de parfait achèvement à toutes nouvelles séries d'essais qu'il juge nécessaire, après en avoir averti l'Entreprise en temps utile.

Il est réputé que tout vice de l'installation, même décelé postérieurement à cette période, est réputé imputable à l'Entreprise qui devra réparer des dommages causés tant à l'installation qu'aux tiers.

2.10. Crise sanitaire – santé sécurité

L'Entreprise sera tenue d'adopter les mesures de prévention protégeant la santé de leurs collaborateurs, conformément aux responsabilités des employeurs, et de les inciter à veiller sur leur santé, leur sécurité et à celle de leur entourage.

Ces indications sont valables pour toutes crises sanitaires, Covid 19, ou tout autre contexte épidémique.

En ce sens, elle suivra les prescriptions du guide l'OPPBTP (dernière version en vigueur), et sans que cette liste ne soit exhaustive :

- Respecter les gestes barrières ;
- Port du masque chirurgical pour les interventions chez les personnes à risque ;
- Contrôle de l'accès des salariés et autres intervenants en entreprise et sur chantier ;
- Désignation d'un référent Covid 19 sur le chantier ;
- Assurer une information et communication de qualité avec les personnels ;
- Utilisation des questionnaires mis à disposition pour évaluer et fixer les conditions d'intervention sur chantier ;
- Ne démarrer les travaux que sur strict accord du CSPS et du Maître d'œuvre ;
- Nettoyage strict des installations de chantier ;
- Gestion spécifique des véhicules de l'Entreprise et de l'outillage mis à disposition des salariés.

D'une manière générale, l'Entreprise s'engage à respecter les prescriptions du CSPS et du Maître d'œuvre sur ces aspects en particulier.

Toutes ces consignes sont réputées connues à ce jour. De fait, l'Entreprise intégrera dans ses prix l'ensemble des contraintes liées à la gestion sanitaire du chantier, tant en termes de fournitures que de délais. Aucune demande de plus-value financière ne sera acceptée par la Maîtrise d'œuvre, de quelque nature que ce soit.

3. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

3.1. Règles d'exécution générales

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage.

Tous les matériaux, éléments et articles fabriqués devront toujours être mis en œuvre conformément aux prescriptions des fabricants. Toutefois, en cas de désaccord entre les prescriptions du fabricant et les spécifications du CCTP ou les indications des plans d'exécution des ouvrages, l'Entreprise devra le signaler au Maître d'œuvre en phase de préparation des travaux.

Sont applicables au présent marché tous les textes et documents législatifs et réglementaires en vigueur à la date de remise des offres, et en particulier :

- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Le Code de l'Environnement et de Nuisances ;
- Les lois, décret, arrêtés, circulaires et recommandations intéressant la construction et la Sécurité Incendie ;
- Les Documents Techniques Unifiés (DTU) et leurs additifs publiés par le CSTB ;
- Les Prescriptions et Spécifications du REEF ;
- La collection complète des normes diverses suivantes :
 - Spécifications de l'ADETS ;
 - Normes AFNOR, UTE, USE ;
 - Normes NF ;
 - EURONORME ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux (CCAG Travaux) ;
- Les Cahiers des Prescriptions Communes (CPC) des Marchés de l'Etat ;
- Les Cahiers des Clauses Techniques Générales des Marchés Publics (CCTG) ;
- Les règles agréées par l'AFAC (Association Française des Assureurs Construction) ;
- Les prescriptions liées aux ATEX ;
- Les Cahiers des Charges et Fascicules Techniques des Compagnies Concessionnaires (EDF, GDF, EAU, Egouts, Voiries, etc.) ;
- Les Recommandations publiées par la Commission Technique des Assurances ;
- Les Avis Techniques du CSTB pour tous les matériaux et procédés "non traditionnels" ;
- Les décrets relatifs aux mesures de sécurité des travailleurs et des échafaudages ;
- Les Règlements d'hygiène et de sécurité préfectoraux ;
- Les Règlements et dispositions du corps des sapeurs-pompiers local ;
- Le Règlement Sanitaire Départemental.

La réalisation des travaux du présent marché devra respecter tous les textes, dispositions, spécifications, prescriptions et autres, régissant l'exécution des travaux de bâtiment sans qu'il y soit nécessairement et systématiquement obligatoire d'en rappeler les termes.

Si elle estime que les ouvrages décrits dans le présent CCTP ne sont pas conformes aux règles de l'Art, l'Entreprise doit en référer au Maître d'œuvre dans son mémoire technique.

3.2. Techniques non traditionnelles

Les matériaux ou procédés non traditionnels devront bénéficier d'un avis technique favorable en cours de validité au CSTB, dans la mesure où le dit avis technique a été accepté par l'assurance. A défaut, les

réalisateurs devront s'engager à fournir au Bureau de Contrôle toute justification technique lui permettant de formuler un avis.

3.3. Pièces à fournir pendant l'exécution du marché

3.3.1. Études de détail

L'Entreprise devra établir, durant la période de préparation et en tout état de cause avant fabrication et/ou mise en œuvre, tous les plans de fabrication et de mise en œuvre, toutes notes de calculs et plans de détails lui incombant dans le cadre de l'exécution de leur marché et que le Maître d'œuvre ou son représentant jugeront utile à la bonne réalisation des ouvrages.

Ces plans et dessins seront toujours établis à une échelle en rapport avec les dimensions des ouvrages afin de faire clairement apparaître tous les détails de l'exécution. Ils seront cotés et indiqueront toutes les dimensions, sections, diamètres et indications, etc. utiles.

Ces plans, notes de calculs, notices et études de détails sont établis sous la responsabilité de l'Entreprise et à ses frais, ainsi que les frais de reproduction en autant d'exemplaires que nécessaire sur la demande du Maître d'œuvre.

3.3.2. Documents d'exécution

L'Entreprise devra donner, durant la période de préparation et en tout état de cause avant fabrication et/ou mise en œuvre, tous les documents nécessaires à la compréhension et l'approbation de l'ouvrage, tous les Procès-Verbaux, fiches techniques de fournisseurs, et autres éléments renseignant sur ses caractéristiques.

3.3.3. Échantillons

L'Entreprise devra présenter tous les échantillons de matériaux et produits à mettre en œuvre avant exécution, suivant demande du Maître d'œuvre et en particulier, pour la mise en place de surfaces témoins.

Aucune commande de matériel ou de matériau ne peut être passée par l'Entreprise, sinon à ses risques et périls, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'a pas été matérialisée par un accord écrit du Maître d'œuvre.

3.3.4. Planning d'exécution

L'Entreprise devra établir son planning d'exécution durant la période de préparation et le soumettre au Maître d'œuvre qui en fera la synthèse avec tous les lots.

3.3.5. Procédure d'approbation

Le dossier d'exécution sera envoyé à la Maitrise d'œuvre et au Bureau de contrôle pour validation durant la phase de préparation.

Les travaux ne pourront être commencés avant approbation de ces plans, dessins de détails et notes de calculs par le Bureau de contrôle et le Maître d'œuvre.

Toutefois, ces approbations ne diminueront en rien la responsabilité de l'Entreprise qui reste pleine et entière.

A réception des études d'exécution, le Maître d'œuvre fournira par retour de courrier son visa du dossier fourni :

- Dossier « Bon pour acceptation » : Les plans sont approuvés. Dans le cadre du planning général d'exécution, l'Entreprise mettra en œuvre les dispositions prévues aux études d'exécution ;
- Dossier « Refusé » : L'Entreprise sera tenue dans un délai d'une semaine à compter de la date de notification du refus de ces études d'exécution de les mettre en conformité ;
- Dossier « Visé avec observations » : L'Entreprise peut entreprendre les travaux concernés mais elle doit dans un délai maximum d'une semaine, remédier aux observations du Maître d'œuvre par l'émission d'un nouveau dossier d'exécution ou par la fourniture des renseignements complémentaires demandés.

3.3.6. Dossier des ouvrages exécutés

Les éléments suivants devront figurer dans le dossier des ouvrages exécutés :

- Toutes les notices de fonctionnement, d'exploitation et d'entretien des ouvrages ;
- Tous les schémas, notices d'entretien, d'exploitation et de maintenance des appareils ;
- Tous les plans d'ensemble et de détails conformes à l'exécution des ouvrages ;
- Toutes les notes de calculs définitifs ;
- Tous les documents contractuels nécessaires à la réception des ouvrages (essais, PV, concernant les produits, matériaux et procédés de mise en œuvre, etc.) ;
- Tous les certificats de classement divers (ACERMI, UPEC, etc.) ;
- Tous les documents spécifiés au présent CCTP.

Ce dossier sera structuré, référencé, complet. Il comprendra l'ensemble des documents d'exécution mis à jour, et devra contenir en complément :

- Le descriptif des installations et le principe de fonctionnement ;
- Les certificats de conformité des installations ;
- La nomenclature du matériel installé avec toutes indications de provenance et de maintenance ;
- Pour chaque matériel, les fiches techniques et notices détaillées, et PV de mise en service et de maintenance émanant des constructeurs, avec copie de certificats de garantie, contacts SAV et le cas échéant, d'épreuve ou essais réglementaires ;
- Les PV d'essais effectués ;
- Le rapport technique faisant état des réglages réalisés à la mise en service de l'installation ;
- Les notices d'utilisation destinées aux gestionnaires, et notamment le descriptif des opérations de maintenance à réaliser sur les installations avec leur fréquence ;
- Les plans de recollement y compris schémas et plan de repérage des matériels mis en œuvre (format DWG et PDF) ;
- Les notes de calculs.

Dans un délai d'un mois maximum après la réception des travaux, l'Entreprise fournira son Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE).

L'Entreprise prévoira :

- 1 exemplaires papier + 1 USB pour le Maître d'ouvrage
- 1 exemplaire papier + 1 USB pour le Contrôleur Technique
- 1 exemplaire USB pour le MOE

Le DOE doit contenir les documents spécifiques au chantier ; il sera refusé toute documentation générique sans précision sur les modèles effectivement installés.

Le DOE devra être entièrement validé par le Maître d'œuvre avant envoi au Maître d'Ouvrage. La levée des réserves ne sera prononcée qu'après la remise des DOE complets.

3.3.7. Qualité sanitaire et environnementale

L'Entreprise devra justifier du respect de la réglementation sanitaire et environnementale concernant les produits et matériaux mis en œuvre.

Une attention particulière sera portée concernant les matériaux émetteur de substances réglementées (azote, chlore, formaldéhyde libre, éthers de glycols, benzène, COV, fibres cancérogènes, etc.).

L'Entreprise fournira les Fiches FDES des produits et matériaux mis en œuvre. L'Entreprise est informée que la Maîtrise d'ouvrage et la Maîtrise d'œuvre privilégieront les produits et matériaux ayant un impact limité sur l'environnement.

3.4. PROTECTIONS DES OUVRAGES – VOLS ET DEGRADATION

L'Entrepreneur sera responsable de ses ouvrages jusqu'à la réception des travaux.

Il prendra donc toutes dispositions utiles pour assurer leur protection d'une façon efficace et devra le remplacement de tous les articles et ouvrages détériorés ou disparus en cours des travaux jusqu'à la réception TCE.

L'entrepreneur devra assurer également la protection des ouvrages réalisés par les autres corps d'état et sur lesquels, ou à proximité desquels, il serait appelé à intervenir.

3.5. Dispositions diverses

3.5.1. Accessibilité PMR

Le projet sera soumis aux arrêtés en vigueur pour l'accessibilité des personnes à mobilité réduite.

3.5.2. Urbanisme

Le projet sera soumis aux dispositions du Plan d'Urbanisme Local et à la DP.

3.5.3. Sécurité Incendie

Le projet sera soumis aux arrêtés en vigueur pour la réglementation incendie.

3.5.4. Acoustique

Le projet sera soumis aux arrêtés en vigueur pour la réglementation acoustique.

3.6. Intervention sur matériau contenant un risque d'exposition

3.6.1. Intervention sur matériau contenant de l'amiante

L'Entreprise prendra connaissance des Diagnostics Amiante Avant Travaux joints au présent Document de Consultation.

Les travaux seront réalisés conformément au Code du travail – Partie réglementaire – 4ème partie – Livre IV – Titre I – Chapitre II – Section 3 : Risques d'exposition à l'amiante, et selon le guide INRS « Amiante – Protection des travailleurs – Réglementation ».

Les intervenants sur les opérations en présence d'amiante, devront être formés et disposer d'une attestation en vigueur délivrée par un organisme certificateur agréé, conformément aux dispositions de l'arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante. Les travailleurs devront être formés et disposés d'une fiche de poste transmise à la médecine du travail.

- L'entreprise devra dans le cadre de ses travaux en présence d'amiante (sous-section 4) ;
- L'évaluation initiale des risques permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement des risques pour chacun des processus de travail ;
- La rédaction et transmissions aux autorités compétentes d'un mode opératoire ;
- Les mesures nécessaires au confinement et à la réduction au minimum possible techniquement de l'émission des fibres d'amiante ;
- La mise en œuvre du mode opératoire pour l'exécution des travaux en présence d'amiante ;
- Le contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle du travailleur ;
- Le repli des installations de chantier ;
- Le traitement des déchets éventuels.

3.7. Organisation et gestion du chantier

3.7.1. Autorisations administratives

Il appartiendra aux entreprises d'effectuer en temps utile toutes démarches auprès des services publics (occupation de voirie, etc.) et concessionnaires (DICT, etc.) pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords etc. nécessaires à la réalisation de leurs travaux.

Elle respectera les réglementations locales pour la circulation des véhicules.

La copie de toute correspondance relative à ces démarches est à transmettre au Maître d'œuvre et au Maître d'ouvrage.

3.7.2. Etat des lieux

L'Entreprise devra procéder à un état des lieux des zones impactées par son chantier avec reportage photographique et remise d'un rapport mentionnant les pathologies ou défaillances observées. Ce rapport devra être visé par le Maître d'œuvre avant tout démarrage de travaux.

3.7.3. Permis feu

L'Entreprise devra présenter au Maître d'œuvre un permis feu dans tous les locaux le nécessitant. Les permis feu seront délivrés par le responsable de site. L'Entreprise devra faire la demande de permis feu autant de fois que nécessaire selon la durée des travaux, le phasage, et la durée des permis feu délivrés.

3.7.4. Accès au chantier

Durant toute la durée du chantier, l'accès des entreprises se fera à l'emplacement suivant :

A définir et à valider avec CSPS via le PIC

Un espace destiné au stockage et aux installations de chantier sera réservé aux entreprises à l'emplacement suivant :

A définir et à valider avec CSPS via le PIC

3.7.5. Interactions entre corps d'état

Il appartient à chaque Entreprise de réclamer en temps voulu au maître d'œuvre les précisions nécessaires à la bonne compréhension de ses limites de prestation.

L'Entreprise ne pourra se prévaloir durant l'exécution du chantier d'un manque de renseignements afin de justifier la non-réalisation de travaux lui incombant.

Chaque Entreprise est tenue de se mettre en relation en temps voulu avec les Entreprises ayant des travaux en lien avec les siens, afin d'échanger avec elles sur les attentes de chacun.

Lorsqu'un ouvrage exécuté par une Entreprise constitue le support de la prestation d'une autre Entreprise, celle-ci doit réceptionner le support. Si elle estime le support non conforme, elle doit en faire part et le signaler par écrit au Maître d'œuvre qui prendra toutes décisions utiles.

A défaut d'observation écrite, signifiée en temps utile et au moins 21 jours calendaires avant le début prévu de sa prestation, l'Entreprise sera réputée avoir implicitement accepté le support et restera responsable des erreurs qui pourraient se produire et des conséquences que ces erreurs pourraient entraîner.

Concernant les supports existants apparents, avant tout commencement de travaux, les Entreprises concernées devront procéder à la réception des supports et s'assurer qu'ils requièrent toutes les conditions pour permettre une bonne adhérence des ouvrages à réaliser.

Dans le cas où ces supports s'avèreraient inaptes à recevoir les ouvrages prévus (état de surface, planéité, aplombs et équerage, état de rugosité, implantation des bâtis et huisseries, saillie de canalisations, de gaines ou fourreaux etc.) il pourra être nécessaire d'exécuter des travaux préparatoires. Selon leur nature et sur ordre du Maître d'œuvre ces travaux pourront être réalisés par les lots concernés et les frais consécutifs seront supportés par l'Entreprise considérée comme responsable du support.

D'une manière générale, les Entreprises devront travailler en bonne intelligence sur le chantier.

3.7.6. Installations de chantier

Les préconisations du présent paragraphe sont données à titre indicatif. L'Entreprise est tenue de respecter la réglementation en vigueur ainsi que les exigences du coordonnateur SPS pendant toute la durée des travaux.

3.7.6.1. Panneau de chantier

Le lot 06 CVC prendra en charge la fourniture et pose d'un panneau de chantier, format 1,5 m X 2 m (de hauteur) , posé sur un support stable, en couleur et résistant aux intempéries. Une maquette sera présentée pour validation par MOA et MOE.

3.7.6.2. Baraquements

Le lot 06 – CVC prendra en charge les installations de chantier (location, installation, raccordement, entretien, démontage et remise en état) ainsi que les assurances obligatoires pour les installations dans le bâtiment existant avec les recommandations suivantes :

- Bungalows Sanitaires pour les locaux destinés aux sanitaires, vestiaires et réfectoire du personnel, alimentés en fluides et équipés en mobilier adapté ;
- Bungalow pour l'installation du bureau de chantier alimentés en fluides et équipés en mobilier adapté ;
- Les réunions de chantier auront lieu dans la salle de réunion mise à disposition par la MOA (bâtiment B) ;

L'ensemble sera dimensionné de la façon suivante :

- Locaux vestiaires : 1,25 m² par personne, distinction si présence de personnel féminin, comprenant armoires à 2 compartiments, chauffage, éclairage, ventilation ;
- Locaux sanitaires : poste d'eau chaude et froide pour 5 personnes, 1 WC à la turque et 1 urinoir pour 20 personnes, 1 douche pour 20 personnes comprenant porte pleine, sas de déshabillage et rideau de séparation, distinction si présence de personnel féminin ;
- Utilisation de la salle de travail (cuisines existantes) pour les locaux réfectoires : 1,5 m² par personne, chauffage, éclairage, ventilation, four micro-onde, réfrigérateur, et évier eau froide/eau chaude.

Les installations de chantier seront chiffrées pour la totalité du projet de la phase 2 avec un montant **forfaitaire mensuel**.

3.7.6.3. Consommations de fluides

Le lot 06 CVC et le 07 Electricité prendra en charge le raccordement en eau et en électricité des baraquements de chantier.

Le raccordement sera réalisé à partir des installations existantes localisées à proximité des baraquements de chantier.

Toutes les consommations nécessaires pour le chantier (électricité, eau, etc.) seront prises en charge par le Maître d'ouvrage.

Toutefois, des compteurs seront installés sur les alimentations existantes pour assurer un suivi hebdomadaire des consommations de fluides. Les relevés seront transmis mensuellement au Maître d'œuvre.

3.7.6.4. Electricité de chantier

Les installations en Electricité de chantier sont à la charge du Lot 07 Electricité lors de la deuxième phase.

Ces installations de chantier seront composées :

- D'une alimentation électrique de la base vie et certificat de contrôle ;
- Des éclairages de chantier permettant l'intervention de l'ensemble des lots ;
- Des coffrets de chantier (force et éclairage) à répartir sur l'ensemble du chantier selon les besoins de chacune des Entreprises intervenantes. Compris démarches, et frais associés d'obtention d'autorisation de raccordement, contrôle de conformité des installations provisoires, etc. ;
- Du chauffage électrique provisoire de chantier (convecteurs et alimentation électrique) permettant le confort des ouvriers et les conditions de température préconisées pour la réalisation des travaux de l'ensemble des lots.

L'Entreprise devra avant tout démarrage des travaux les consignations électriques des zones concernées.

3.7.6.5. Eau de chantier

Les installations en Eau de chantier sont à la charge du Lot 06 CVC Plomberie lors de la deuxième phase.

Ces installations de chantier seront composées :

- De compteurs d'eau de chantier ;
- D'une alimentation en eau et raccordement des eaux usées / eaux vannes des bungalows de chantier ;
- De points d'eau à répartir sur l'ensemble du chantier selon les besoins de chacune des Entreprises intervenantes ;
- Du raccordement des évacuations aux regards adéquats ;

- Des démarches et prise en charge des frais auprès des sociétés concessionnaires.

L'Entreprise devra avant tout démarrage des travaux les vidanges et purges nécessaires des zones concernées.

3.7.6.6. Chauffage, Ventilation et Climatisation de chantier

Les bâtiments occupés devront être maintenus en chauffe ou en rafraîchissement pendant l'intégralité du chantier. Cette prestation sera à la charge du lot 07 *Electricité* durant la phase 2. **La continuité de service des installations CVC devra être assurée durant tout le chantier (PHASE 2)**

L'ensemble de cette installation devra être conforme aux fiches de sécurité de OPPBTP et au guide pratique des installations de chantier édité par le même organisme. Le matériel devra être en bon état de fonctionnement et protégé des intempéries. Pendant la durée du chantier, l'Entreprise devra maintenir son installation en état de marche, vérifier l'état des connexions, des conducteurs et des appareillages.

3.7.6.7. Fermeture de chantier

Les cylindres de chantier sont à la charge du Lot CVC et comprendront la sécurisation des accès pour l'ensemble des lots via cylindres et jeux de clés.

3.7.6.8. Aménagement des zones de chantier

Le lot 6 CVC, prendra en charge les frais (location, installation, entretien, démontage et remise en état) ainsi que les assurances obligatoires pour les installations suivantes durant la phase 2 :

- Zone de stockage pour l'approvisionnement du matériel et des matériaux du chantier ;
- Zone de stockage et de tri des déchets de chantier ;
- Balisage et protection collective du chantier.

Les voies ou accès empruntés pendant la durée des travaux devront être remis en état au cas où ils auraient été détériorés.

3.7.7. Echafaudages

Pour la phase 2, le lot 04 AMENAGEMENTS INTERIEURS devra pour l'exécution de ses interventions la mise en place d'échafaudages intérieurs. Il devra également la mise à disposition des échafaudages aux autres lots. Il dressera un procès-verbal lors de mise à disposition des échafaudages.

3.7.8. Protections des ouvrages

La mise en place des protections collectives se fait au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Tous les matériaux, planchers, étais, garde-corps de trémies, etc. qui seront mis en place au titre de la sécurité sont peints en bandes alternativement blanches et rouges permettant de les signaler efficacement et de les repérer s'ils viennent à être détournés de leur affectation première.

A la demande du Maître d'œuvre les matériaux de protection mis en œuvre par l'Entreprise (films, plastiques, cartonnages, etc.) seront enlevés par l'Entreprise et évacués à ses frais.

Chaque Entreprise dont l'exécution de ses propres travaux risque de causer des détériorations aux ouvrages finis déjà en place devra prendre toutes dispositions et précautions utiles pour assurer la protection complémentaire de ces ouvrages.

Cette prescription s'applique plus particulièrement aux appareils sanitaires, aux quincailleries, au bois apparents, aux appareils électriques, aux revêtements de sols ou de murs, etc. ainsi qu'aux maçonneries adjacentes aux ouvrages qui ne devront subir aucun dommage.

Pendant toute la durée des travaux et jusqu'à réception, l'Entreprise est responsable de la conservation et du maintien en bon état des matériaux, matières premières, matières ouvrées, matériels, engins, outillage et installation de tout ordre.

Ces prescriptions s'entendent tant pour les locaux dans lesquels sont réalisés les travaux que pour ceux utilisés pour le passage des ouvriers et du personnel de chantier, l'approvisionnement des matériaux, produits et composants et pour la sortie des gravois.

3.7.9. Nettoyage

3.7.9.1. Nettoyage en cours de chantier

Chaque Entreprise intervenant sur le chantier devra, toujours et immédiatement après exécution de ses travaux, procéder à l'enlèvement des gravois de ses travaux et au balayage des locaux.

Elle aura à sa charge la sortie des gravas après nettoyage et la mise en bennes à un endroit prévu à cet effet aux abords du bâtiment, en respectant les consignes de tri des déchets fixées plus avant et ensuite l'enlèvement du chantier.

Il sera formellement interdit de jeter des gravas par les ouvertures de façades sauf à mettre en œuvre un dispositif spécial (goulotte). Ils seront sortis au sceau ou en sacs.

En résumé le chantier devra toujours être tenu en parfait état de propreté et chaque entreprise prendra toutes dispositions à cet effet.

De plus, à raison d'une fois par semaine au minimum, il sera procédé à un nettoyage et un balayage général de l'ensemble des zones d'interventions y compris les abords du chantier.

En cas de non-respect des prescriptions ci-dessus, le Maître d'œuvre se réserve le droit de faire appel à une tierce entreprise, les frais seront supportés par l'Entreprise défaillante.

3.7.9.2. Nettoyage de réception

Les nettoyages de mise en service avant réception des travaux pourront être sous-traités à une entreprise spécialisée.

Ces nettoyages seront soumis aux conditions et prescriptions du Cahier des Prescriptions Techniques Général du CSTB - DTU n°59 - Titre II et font implicitement partie des prestations dues dans le cadre du présent marché.

Les nettoyages devront faire disparaître les tâches de peinture, d'huile, de plâtre, de ciment, etc.

Toutes les fournitures utiles sont à la charge des entreprises.

Les produits employés (solvants, décapants, produits de nettoyage divers, etc.), les procédés mis en œuvre (grattage, ponçage, etc.) devront être appropriés afin de ne pas provoquer l'altération des ouvrages nettoyés ou de leur état de surface notamment les vitrages.

La prestation de nettoyage complète avant remise à disposition de chaque zone sera supportée par le lot 4 Aménagements intérieurs pour la phase 2.

3.7.10. Sécurité

3.7.10.1. Sécurité de chantier

Toute intervention doit faire l'objet de mesures particulières de sécurité, d'autant plus si les travaux sont effectués en milieu occupé. Sur les trottoirs, il sera prévu l'édification d'une protection rigide permettant aux passants de circuler en toute sécurité.

Toutes les précautions seront à prendre pour assurer le gardiennage des installations fixes de chantier soit par un agent de l'entreprise en poste à cet effet, soit par la mise en place de protections fixes et stables.

De même, aucun câble électrique volant, raccords de tuyauteries souples véhiculant un quelconque fluide, stock de gaz sous pression, ne devront être placés dans les lieux de passage du public, ni être accessibles directement par celui-ci.

3.7.10.2. Sécurité des travailleurs

Les travaux sont soumis aux dispositions du décret n°92-158 du 20 Février 1992 fixant les prescriptions d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

L'entreprise tiendra compte de l'intervention et des prescriptions du coordinateur santé-sécurité, en application des textes réglementaires.

En cas de présence de plomb, d'amiante ou de tout autre substance dangereuse, l'Entreprise devra prendre toutes les précautions nécessaires afin d'assurer la protection des travailleurs, conformément notamment au décret n°2001-1015 du 5 novembre 2001 et à la circulaire n°6 DRT du 18 avril 2002 portant création d'un document relatif à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs (article L230-2 du code du travail).

3.7.11. Stockage du matériel

Selon ses besoins, le titulaire prend également en charge l'installation de containers de stockage du matériel de l'ensemble de son lot (outillages, matériaux, etc.) sur le chantier. L'implantation de ces containers, le cas échéant, se fera en concertation avec le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le CSPS. La sécurisation sur site sera à charge de l'entreprise. Le Maître d'Ouvrage ne peut être tenu responsable en cas de vol ou de dégradations.

3.7.12. Responsabilités pour vol et/ou dégradation

Il est ici formellement spécifié que l'Entreprise sera entièrement responsable de ses approvisionnements et de ses ouvrages (y compris ceux confiés par le Maître d'Ouvrage) jusqu'à la réception pleine et entière des travaux, en matière de détournements, dégradations ou détériorations.

L'attention de l'Entreprise est attirée sur le fait que leurs interventions peuvent se faire dans des lieux occupés et que dans ce cas, ils devront prendre toutes précautions pour assurer la sécurité des éléments, produits et matériaux stockés ou mis en œuvre.

Pendant toute la durée des travaux, et jusqu'à la réception, l'Entreprise est responsable de la conservation et du maintien en bon état des matériaux, matières premières, matières ouvrées, matériels, engins et installation de tous ordres du chantier, ainsi que des ouvrages.

Elle est tenue de garantir de tous vols, détournements, dégradations et avaries, dommages, pertes et destruction de toute nature, notamment du fait des intempéries, pour lesquels il est expressément stipulé qu'il ne leur sera, le cas échéant, alloué aucune indemnité ni supplément de quelque nature.

Elle devra également prendre toutes dispositions pour éviter tout accident de personne, sur ou aux abords du chantier.

Aucune indemnité ne pourra être allouée à l'Entreprise pour les pertes, avaries, dommages dus à sa négligence, son imprévoyance, le défaut de précaution ou de moyens ou de fausses manœuvres.

3.7.13. Lutte contre le bruit

Toutes les dispositions devront être prises (organisation du chantier, démarche de sensibilisation du personnel etc.) pour réduire le bruit au niveau le plus bas possible compte tenu des techniques disponibles afin de ne pas exposer les travailleurs à des niveaux de bruit incompatibles avec leur santé et respecter les exigences du code du travail.

Les engins utilisés à l'intérieur des locaux seront manuels ou à énergie électrique. Ils doivent être munis des derniers perfectionnements techniques réduisant leur niveau sonore. Aucun appareil équipé de moteur à explosion ne sera toléré. Le matériel roulant sera équipé de roues pneumatiques.

Les matériels de chantier seront conformes à l'arrêté du 18 avril 2002, pris en application de la directive européenne 2000/14/CE, ce qui régleme les émissions sonores de la quasi-totalité des engins et matériels de chantier. Le Maître d'ouvrage pourra effectuer des contrôles sur le chantier pour s'assurer de l'homologation acoustique des matériels utilisés mais aussi de leur bon entretien.

La limitation des nuisances causées aux riverains passe par une réduction des bruits générés aux alentours : ce niveau de bruit ne dépassera pas 85 dB(A).

3.7.14. Pollutions extérieures

L'Entreprise est responsable de la pollution du sol, du sous-sol et de l'eau qu'il induit par ses activités. Elle doit veiller :

- Au choix de matériaux et produits dont les risques sur l'environnement sont limités ;
- À l'étiquetage réglementaire des cuves, des fûts, des bidons et des pots ;
- À l'imperméabilisation des zones de stockage qui sont bâchées et implantées dans une zone plane afin de récupérer les eaux de ruissellement et à la collecte des effluents ;
- À la mise en place si nécessaire d'aires de lavage des engins.

La pollution de l'air (émission de poussières et mauvaises odeurs) devra être limitée par toutes dispositions utiles : arrosage des sols, nettoyage journalier des voiries et du chantier, interdiction stricte du brûlage, mise en place d'une zone de lavage des roues en sortie de chantier.

3.7.15. Rendez-vous de chantier

Pendant toute la durée des travaux, l'Entreprise devra assurer un rendez-vous hebdomadaire avec le Maître d'œuvre, rendez-vous que ce dernier fixera à des jours et heures déterminés.

Les rendez-vous de chantier se dérouleront dans une salle de réunion mise à disposition et équipée par l'Entreprise. Elle comportera tables, chaises et équipements de protection individuels en nombre suffisant pour la visite du chantier par les intervenants.

Le Maître d'œuvre se réserve le droit, à son initiative et s'il le juge nécessaire, de convoquer l'Entreprise sur le chantier ou en tout autre lieu, au jour et à l'heure définis.

3.7.16. Horaires de chantier

Les Entreprises devront se conformer strictement aux instructions du Maître d'Œuvre et du CSPS en ce qui concerne les heures d'entrée et de sortie des ouvriers. Ils supporteront les interruptions de travail nécessitées par les besoins de maintien en exploitation du site et prendront en charge toutes les mesures qui leur seront demandées pour limiter la gêne des occupants avoisinants et notamment la restriction des périodes de levage, approvisionnement, travaux bruyants en fonction de l'environnement du chantier.

3.7.17. Communication

Les Entreprises signaleront, par affichage à chaque entrée du site, une semaine au moins avant le début de son intervention, les secteurs de travaux. Dans tous les cas, l'accès aux bâtiments sera assuré en permanence.

Les Entreprises et leur personnel veilleront avec le plus grand soin aux bonnes relations avec les occupants. Ces bonnes relations porteront sur quatre points principaux :

- La courtoisie et la discrétion ;
- L'organisation de l'exécution de façon à minimiser la gêne occasionnée par les travaux ;
- Le strict respect des dates d'intervention arrêtées conjointement par le Maître d'Œuvre, l'OPC et les occupants ;
- La propreté des lieux après travaux. Chaque poste de travail doit être nettoyé en fin de journée.

Toute intervention susceptible de perturber le fonctionnement du site et l'usage des locaux sera limitée ou phasée avec le Maître d'œuvre de telle sorte que la perturbation reste ponctuelle.

Dans tous les cas, les travaux se dérouleront selon un phasage établi conjointement par le Maître d'ouvrage, le Coordonnateur Sécurité, le Maître d'œuvre pour le temps global imparti à la durée de l'opération.

3.7.18. Reportage photographique

Les Entreprises devront la fourniture de photographies illustrant les ouvrages qu'ils ont exécutés suivant le rythme suivant :

- Avant le démarrage des travaux ;
- En cours de travaux : des photos d'ouvrages spécifiques pourront être demandées à l'Entreprise au cours de l'exécution (étanchéité avant pose des habillages, ferrailages avant coulage du béton, etc.) ;
- En fin de travaux ;
- Le nombre de photos à fournir est fixé par le Maître d'œuvre. Les prises de vues seront exécutées sur les indications du Maître d'œuvre.

De chaque photo, il sera remis un support USB en deux exemplaires à la Maitrise d'ouvrage et à la Maitrise d'œuvre.

3.8. Matériaux, produits, fournitures

3.8.1. Exigences dimensionnelles

Les sections et dimensions des ouvrages précisés sur les pièces du marché sont à vérifier par l'Entreprise en fonction des dimensions de l'ouvrage, de l'utilisation de l'ouvrage, des efforts à subir du fait de la fonction de l'ouvrage, de l'environnement immédiat de l'ouvrage et des ouvrages connexes venant se raccorder sur lui et bien entendu de la situation de la construction et de l'implantation et de l'exposition de l'ouvrage.

Les tolérances de fabrication que ce soit pour l'épaisseur, le dimensionnement, l'équerrage ou la flèche avant ou après mises aux dimensions sont prescrites par les normes et DTU.

A défaut, ces tolérances seront celles prévues et définies par le concepteur-gammiste dans ses notices techniques, considéré dans la mesure où celui-ci possède toutes les compétences et les agréments nécessaires dont l'Entreprise devra faire la preuve.

La fabrication des ouvrages devra être réalisée en prenant toutes précautions utiles pour éviter l'apparition de désordres qu'ils soient techniques ou esthétiques. L'Entreprise devra notamment prendre toutes dispositions pour éviter les contacts avec d'autres matériaux non compatibles (cuivre, limaille de fer ou d'acier etc.), éviter les rayures qui ne seront pas admises lors de la réception de l'ouvrage, faire en sorte d'éviter les infiltrations d'eau ou d'air entre les coupes ou par des jeux excessifs entre ouvrant et dormant en assurant une exécution très précise des assemblages d'angles et en employant des joints, cales et garnitures de modèles strictement adaptés aux profils utilisés.

3.8.2. Exigences de qualité

Les matériaux, produits et fournitures devant être mis en œuvre dans les ouvrages du marché seront toujours de première qualité suivant indications de provenance et devront répondre aux conditions et prescriptions, type définis dans le présent CCTP. Ils ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Dans tous les cas où un matériau ou un produit est défini par le CCTP par une marque nommément désigné et la mention "équivalent, similaire ou analogue" l'Entreprise aura la faculté de faire agréer par le Maître d'Œuvre un produit ou un matériau d'une autre marque sous réserve que ce produit ou ce matériau soit effectivement similaire et corresponde en tous points aux indications d'origine. En aucun cas l'Entreprise ne pourra substituer un produit ou matériau de son choix à ceux prévus au présent CCTP sans accord du Maître d'œuvre et du Maître d'ouvrage.

Les matériaux et produits prévus dans les DTU (CCTG) ou faisant l'objet de normes NF, EN ou ISO devront répondre au minimum aux spécifications de ces documents.

Les matériaux et produits non traditionnels, non prévus dans les DTU (CCTG) et ne faisant pas l'objet de normes NF, EN ou ISO devront, selon le cas, soit faire l'objet de Avis Technique ou d'un Agrément Technique européen, soit être admis à la marque NF, soit faire l'objet d'un ATEX soit avoir reçu un Avis de chantier.

Les matériaux et produits étrangers sont autorisés sous réserve de répondre aux normes du REEF ou d'être équivalent aux produits français similaires et/ou d'être agréés par le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage. Enfin, chaque fois que le fabricant d'un produit ou équipement a publié un Cahier des Charges, des recommandations ou des prescriptions d'emploi, l'Entreprise devra suivre ces documents pour la mise en œuvre du produit ou du matériel, sans pouvoir prétendre à une plus-value.

Dans le cas où un matériau est nommément désigné dans le présent CCTP et suivi de la mention « ou équivalent », les Entreprises peuvent présenter dans leur offre un produit ou un matériau d'une autre marque sous réserve que ce produit ou ce matériau soit effectivement similaire et corresponde en tous points aux indications d'origine.

L'attention des Entreprises est attirée sur le fait qu'une fois l'offre remise et les matériaux validés par le Maître d'œuvre en jugeant l'offre techniquement acceptable, les Entreprises s'engagent à utiliser les produits et matériaux clairement indiqués dans leur offre (ou à défaut ceux du CCTP si ceux proposés ne sont pas jugés équivalents).

3.8.3. Echantillons et prototypes d'ouvrages

Les Entreprises doivent inclure dans leur offre tous les prototypes d'ouvrages qui pourraient lui être demandés par le Maître d'Œuvre.

Les Entreprises doivent toutes les modifications et adaptations demandées sur les prototypes jusqu'à l'obtention des aspects et finitions demandés par le Maître d'Œuvre.

Les Entreprises doivent obligatoirement déposer au bureau du Maître d'Œuvre, les échantillons, modèles et spécimens de tous les matériaux, appareils ou éléments devant être utilisés pour l'exécution de ses travaux, ainsi que tous les renseignements les concernant (procès-verbaux d'essais, avis techniques, notices d'entretien, documentation technique, documentation en couleur, etc.).

Ces échantillons sont présentés dans les délais imposés par la maîtrise d'Œuvre et avant toute commande aux fournisseurs. Si ces modèles n'étaient pas satisfaisants, le Maître d'Œuvre se réserve le droit d'en demander le remplacement.

Les échantillons fournis deviennent la propriété du Maître d'Ouvrage qui peut les éprouver, et éventuellement les détériorer, sans que les Entreprises ou ses sous-traitants soient indemnisés de ce fait.

Les échantillons, modèles et spécimens sont d'un volume suffisant pour permettre tout examen et essai avant commande fabrication et mise en œuvre, et doivent être compris dans les prix.

L'exécution de plusieurs échantillons témoins in-situ de quelques mètres carrés ou mètres linéaires chacun sont exigés dans les mêmes conditions pour le choix définitifs des teintes de revêtements.

Pour les matériaux, fournitures, appareillages, etc. qui n'auraient pas de référence dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières, plusieurs échantillons doivent être présentés avant toute commande, fabrication et mise en œuvre.

La polychromie n'entraînera pas de majoration de prix.

Les échantillons retenus resteront jusqu'à l'achèvement des travaux à la disposition du Maître d'Ouvrage et Maître d'Œuvre.

3.8.4. Traitement des déchets

L'Entreprise respectera la réglementation en vigueur concernant la gestion des déchets.

En l'absence de diagnostic déchet avant-travaux, l'Entreprise identifiera les déchets que produira le chantier et décrira les mesures prises pour les trier, les valoriser ou les éliminer : nombre de bennes ou de véhicules adaptés, signalétique, mesures de gestion (manutention, propreté sur chantier), information du personnel des entreprises, évacuation, protection du public, etc.

Le stockage provisoire sur le site des déchets en vue de leur tri devra être réalisé de manière à respecter la santé et la sécurité des travailleurs, éviter la pollution des sols et des eaux en respectant les règles de conditionnement, notamment pour les déchets dangereux.

Chaque entreprise devra mettre en place des bennes pour recevoir les gravois, détritiques, emballages et autres déchets en provenance des travaux et en nombre suffisant pour permettre le tri de ces déchets.

En cas de contradictions avec les prescriptions des Clauses Générales, les exigences les plus restrictives seront retenues par l'Entreprise.

L'ensemble des déchets de démolition/déblais, etc. seront enlevés en décharge homologuée.

3.9. Mise en œuvre

3.9.1. Relevés de mesure

L'Entreprise se doit, avant toute exécution, de relever sur place les dimensions et cotes de construction nécessaires à une parfaite réalisation.

L'Entreprise devra effectuer tous les relevés de mesures nécessaires à l'établissement des calepins et des découpes de matériaux. Elle signalera au Maître d'œuvre les écarts pouvant avoir une influence sur le projet.

Avant tout approvisionnement ou mise en fabrication, l'Entreprise devra relever toutes les cotes figurant sur les plans et vérifier sur place leur exactitude.

Elle sera seule responsable de ses relevés.

3.9.2. Réservations

L'Entreprise aura à sa charge les plans et détails de mise en œuvre des réservations nécessaires à la réalisation de ses propres ouvrages.

Les plans de réservation seront remis aux corps d'état concernés et feront apparaître tous les détails et points particuliers de l'exécution que le maître d'œuvre jugera utile.

L'ensemble des percements de sol, de cloison, ou d'ouvrages divers pour la bonne exécution des ouvrages est inclus dans l'offre des Entreprises, sauf précisions contraires dans le CCTP de l'ouvrage, et ne feront pas l'objet de plus-value.

L'Entreprise devra tenir compte des sujétions résultant de la présence d'éléments d'autres corps d'état (appareils sanitaires, huisseries, fourreaux, canalisations, etc.).

Toutes les découpes, sujétions (joint souple autour de ces éléments, socles autour des fourreaux, etc.) sont à inclure dans la proposition, sauf précisions contraires dans le CCTP de l'ouvrage, et ne feront pas l'objet de plus-value.

3.9.3. Pose des ouvrages

La pose des ouvrages devra toujours être effectuée par des ouvriers qualifiés et l'Entreprise devra en apporter la preuve.

Les ouvrages seront posés avec la plus grande exactitude à leur emplacement prévu et toutes les précautions seront prises pour assurer un aplomb, un alignement et un niveau correct. Les ouvrages seront calés et fixés avec soin avec des produits spécifiquement destinés à cette utilisation (cales, chevilles, visserie, pattes, etc.).

3.9.4. Calfeutrement

Les calfeutrements seront toujours conformes aux normes et DTU.

Le mode de calfeutrement devra figurer sur les plans de fabrication et de pose ainsi que sur les plans de détails.

Les éléments de calfeutrement et d'étanchéité doivent être perméables à la vapeur d'eau pour favoriser les échanges intérieurs / extérieurs en fonction des différences de pression et permettre l'évacuation de l'humidité résiduelle présente dans les éléments constituant les parois.

Le traitement de chaque liaison doit répondre aux critères suivants :

- Assurer la continuité de l'étanchéité à l'air et à l'eau, malgré les dilatations différentielles des différents éléments ;

- Eviter la présence d'humidité dans les liaisons ;
- Assurer la continuité de l'isolation thermique, acoustique et feu si besoin ;
- Assurer la durabilité des propriétés évoquées ci-dessus ;
- L'étanchéité fera l'objet d'une vérification en fin de travaux.

3.9.5. Tolérances d'exécution

Au titre des différents CCTP, peuvent être précisés les états de surface (en référence aux DTU notamment) et les niveaux d'arase des supports établis par tel lot pour l'exécution des prestations de tel lot. Ces renseignements sont indicatifs et ne sont opposables ni à la Maîtrise d'Ouvrage, ni à la Maîtrise d'Œuvre. Il importe pour chaque Entreprise de préciser, puis de s'assurer, au titre de la coordination générale de chantier et en préalable à l'exécution des travaux, de la compatibilité des supports, tant en état de surface qu'en arase, eu égard aux prestations que ces supports doivent recevoir.

Les tolérances d'exécution, définies par les règles de l'art ou mentionnées dans les documents techniques, ou le devis descriptif de chaque lot, concernent l'aspect final de l'ouvrage exécuté par le lot considéré. Les sujétions entraînées par la différence des valeurs de tolérance entre deux corps d'état sont à la charge de l'Entreprise intervenante en second dans l'ordre chronologique d'exécution des travaux.

En conséquence, il appartient à chaque Entreprise concernée de se préoccuper de la valeur des tolérances d'exécution imposées pour les ouvrages sur lesquels il intervient, et de prendre à sa charge les travaux inhérents à la différence des valeurs de tolérance.

Si un ouvrage exécuté sort des tolérances imposées, le Maître d'Œuvre se réserve le droit, soit de faire reprendre par l'Entreprise incriminée, soit de faire supporter à celui-ci les frais supplémentaires que cette mauvaise exécution entraîne pour les autres Entreprises.

3.9.6. Essais et contrôle des ouvrages

Les contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages seront assurés, périodiquement et en cours de travaux, par le Maître d'œuvre, éventuellement assisté de toutes personnes de leur choix.

L'Entreprise doit également l'ensemble des contrôles relatifs à la sécurité. Elle doit se soumettre aux exigences du contrôleur technique établies dans le cadre de sa mission.

Aussi, l'Entreprise est tenue d'assister aux rendez-vous hebdomadaires de chantier lorsqu'il a été dûment convoqué par le Maître d'œuvre.

En cas d'observation, l'Entreprise est tenue de donner immédiatement et sans délai les ordres nécessaires pour répondre aux observations faites.

Des points d'arrêt pourront être demandés aux Entreprises par le Maître d'œuvre afin de contrôler les ouvrages en cours de réalisation. Les travaux ne reprendront qu'après accord du coordonnateur de chantier. L'Entreprise peut également faire une demande écrite à la Maîtrise d'œuvre une semaine minimum avant la nécessité de passage, pour l'informer d'un besoin de contrôler des points critiques : points où il revêt une importance de vérifier la bonne conformité, exactitude ou qualité de l'ouvrage en cours.

En fin de travaux, les installations seront soumises à un programme d'essais et de contrôles permettant de vérifier le bon fonctionnement de l'ensemble des constituants et afin de s'assurer de la réalisation des ouvrages conformément aux Règles de l'Art, aux réglementations et normes en vigueur. Ces essais et contrôles sont à la charge de l'Entreprise et placés sous sa responsabilité.

L'Entreprise informera le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, le bureau de contrôle et le bureau d'études des dates de ces essais et contrôles afin d'y être éventuellement présent.

Les essais et contrôles relatifs à la stabilité et au fonctionnement seront conduits conformément aux réglementations en vigueur.

Les essais et contrôles en fonctionnement seront réalisés avant la réception des ouvrages. Un rapport comprenant le descriptif des essais et contrôles réalisés et les résultats de ceux-ci sera dressé par l'Entreprise. Ce rapport sera adressé au maître d'œuvre.

Dans le cas où les résultats ne seraient pas satisfaisants, celui-ci pourra exiger tous les essais et contrôles complémentaires qu'il estime nécessaires, aux frais de l'Entreprise, et, le cas échéant, la mise en conformité des ouvrages concernés.

Ces essais et contrôle des ouvrages font partie intégrante du marché. Les documents dûment complétés attestant leur conformité conditionnent la réception des travaux.

3.9.7. Niveau d'achèvement des prestations

Les prestations s'entendent avec ensemble des sujétions et détails de parfait achèvement.

3.10. REMISE EN ETAT DU TERRAIN

3.10.1. Documentation et état des lieux

- Avant toute intervention, un constat d'huissier sera réalisé par niveau pour documenter l'état initial du terrain et des locaux (murs, sols, équipements, ouvertures, etc.).
- Chaque entreprise devra fournir un constat contradictoire comprenant des photos datées et légendées. Ce constat permettra d'identifier les éventuelles dégradations ou non-conformités.
- Ces documents seront validés par le maître d'ouvrage et serviront de référence pour évaluer la conformité des travaux réalisés.

3.10.2. Responsabilité du présent lot

Le présent lot supporté par le lot 6 CVC durant la phase 2 devra :

- Participer activement à l'établissement des constats d'état des lieux par étage.
- Documenter par des photos avant et après intervention les éléments suivants :
 - Équipements techniques installés (chauffage, ventilation, climatisation).
 - Zones adjacentes susceptibles d'être impactées par les travaux.
- Fournir un rapport récapitulatif à la réception des travaux.

3.10.3. Remise en état obligatoire

À la fin des travaux, chaque lot, devra s'assurer de :

- La restitution des locaux dans leur état initial (propreté, intégrité des surfaces, etc.).
- La réparation ou le remplacement de tout élément endommagé pendant les travaux.

3.10.4. Travaux préparatoires

- Identification des zones d'intervention et protection des espaces environnants (bâches, protections spécifiques pour les sols et murs).
- Vérification des circuits hydrauliques, aérauliques, et électriques.

3.10.5. Réalisation des constats

- Constat initial : Photos et descriptions détaillées de l'état des lieux avant intervention.
- Constat intermédiaire : Suivi photographique des travaux à chaque étape critique.
- Constat final : Photos post-travaux et validation par constat contradictoire avec le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage.

3.10.6. Modalités de contrôle et validation

- Les constats d'huissier par étage serviront de base pour évaluer les éventuels litiges.
- Les photos réalisées devront être transmises sous format numérique dans un délai de 48 heures après chaque phase.
- Une **réunion de réception** sera organisée pour valider la conformité des travaux et le respect des obligations de remise en état.

3.10.7. Sanctions en cas de non-conformité

En cas de manquement aux obligations (absence de constat, remise en état non conforme, etc.) :

- Des pénalités financières pourront être appliquées conformément aux dispositions du CCAP (Cahier des Clauses Administratives Particulières).
- Les travaux non conformes devront être repris à la charge de l'entreprise fautive.